

un moment, que nous espérons proche, où la politique nationale en matière d'habitation sera nettement en faveur des Canadiens dont les gains sont limités, disons à \$5,000 par an. Je pense que nous devrons d'abord faire face à la demande de ce groupe de Canadiens.

Examinons les chiffres du Bureau fédéral de la statistique. Le chiffre de 170,000 unités d'habitation par année représente, dans la plupart des cas, des habitations pour les gens touchant des revenus moyens ou élevés. Si je comprends bien, dans une année donnée, 2 p. 100 seulement du nombre total d'unités sont des logements sociaux. Donc, si nous poursuivons une politique du logement dont l'objectif est de l'ordre de 170,000 à 200,000 unités d'habitation par année, nous continuerons de répondre à la demande de ceux qui, à tout prendre, au prix de sacrifices peut-être, ont les moyens de verser le paiement initial et les paiements subséquents nécessaires à l'achat d'une maison. Mais on ne répondra pas aux besoins des gagne-petit.

J'aimerais donner un exemple à la Chambre. Dans la seule agglomération torontoise, il y a plus de 13,000 personnes sur des listes d'attente. Elles attendent une maison à la mesure de leurs moyens. Les maisons sur le marché actuellement sont trop chères pour elles. Cette liste représente de nombreux secteurs de la population, notamment des mères soutiens de famille. C'est un chiffre élevé, c'est pourquoi l'on s'en inquiète.

Malgré la politique de logements sociaux mise en œuvre par le truchement de la Société centrale d'hypothèques et de logements, et en dépit de l'activité de l'organisme provincial qui y puise des fonds et des gouvernements municipaux, les années passent sans que le problème ne se règle; au contraire, il semble même empirer. Il faut donc absolument s'en occuper. Il y a aussi la question des grands centres urbains.

Je veux parler des grandes villes canadiennes où, chaque année, viennent s'établir des émigrants et des immigrants en plus ou moins grand nombre, selon les conditions existantes. Dans la majorité des cas, ces gens ont des capitaux et des réserves limités et cherchent habituellement un emploi. Néanmoins notre société doit s'occuper, je pense, du moins au début, de leur fournir un logement convenable. Dans les grandes villes, le logement est devenu un véritable problème.

En ce qui concerne le logement comme l'a défini brièvement le député d'Halifax-East Hants (M. McCleave), on ne saurait, bien

entendu, se désintéresser de la rénovation urbaine, de ses répercussions et de tout ce qu'on a écrit là-dessus dernièrement. J'exhorte le ministre des Transports (M. Hellyer) à poursuivre et à renforcer notre politique de rénovation urbaine, car, grâce à l'expérience acquise, nous avons découvert des techniques fort utiles.

• (5.30 p.m.)

On peut être porté à condamner ce qui a été fait jusqu'ici dans certains domaines, mais, en dernière analyse, admettons que les erreurs commises, nous ont amenés, cette année, à certaines conclusions. L'expérience a donc été nécessaire, indispensable même. Par conséquent, la rénovation urbaine que nous avons connue jusqu'ici au Canada a été une réalisation très valable. C'était la meilleure politique possible pour les promoteurs du logement, compte tenu des faits de notre histoire, et le meilleur moyen de résoudre le problème des centres urbains. Assurément, il y a des façons d'améliorer cette politique. C'est ainsi que nous devons envisager les choses. Je ne crois pas que la solution se trouve dans la dissémination des logements sociaux dans la collectivité. Elle réside sans doute dans l'agencement de diverses méthodes, car ce qu'on a fait autrefois s'est révélé utile et les nouvelles idées qui surgissent pourraient aussi rendre grand service aux Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

Sans y prendre garde on passe de l'un à l'autre—comme je viens de le faire—effleurant la rénovation urbaine et les logements sociaux, car il y a tendance à confondre les deux. La rénovation urbaine comprend parfois les logements sociaux et parfois elle les exclut. Quand la rénovation a entraîné la construction de nouvelles maisons là où des logements sociaux s'imposaient, ces deux secteurs ne sont donc pas toujours synonymes. En somme, il nous faut poursuivre la rénovation urbaine, car les urbanistes de nos villes, comme Hamilton, Toronto, Montréal ou d'autres centres importants, sont maintenant en mesure de soumettre des plans et de faire des propositions reflétant les perfectionnements et les techniques qu'a apportés l'expérience. Nos techniques de rénovation urbaine au Canada ont un certain raffinement dont nous pouvons être extrêmement fiers. Mais c'est grâce à notre longue expérience dans le domaine urbain. Voilà la bonne attitude à prendre; inspérons-nous des leçons du passé.